

**N^{os} 5053¹
4995¹**

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

**modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973
portant réforme du salaire social minimum**

PROPOSITION DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 12 mars 1973
portant réforme du salaire social minimum**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(10.12.2002)

Par dépêche du 22 novembre 2002 le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a transmis pour avis au Conseil d'Etat le projet de loi, élaboré par le ministre du Travail et de l'Emploi, modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum.

Au texte du projet se trouvaient annexés un exposé des motifs, le commentaire des articles ainsi que le rapport prévu à l'article 2 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum. Au moment d'émettre son avis, le Conseil d'Etat ne dispose pas encore des avis respectifs des chambres professionnelles.

En outre, par dépêche du 19 juillet 2002, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a transmis pour avis au Conseil d'Etat la proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 mars 1973, déposée en séance publique par le député Lucien Lux le 16 juillet 2002. Au texte de la proposition de loi étaient joints un exposé des motifs ainsi qu'un commentaire de l'article unique.

Dans sa lettre susmentionnée du 19 juillet 2002, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a annoncé que la prise de position du Gouvernement concernant la proposition de loi parviendra dans les meilleurs délais au Conseil d'Etat. Cette prise de position fait partie de l'exposé des motifs du projet de loi sous avis. Au moment d'émettre le présent avis, le Conseil d'Etat ne dispose pas des avis respectifs des chambres professionnelles concernées.

*

EXAMEN DU PROJET DE LOI

L'article 2 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum dispose en son paragraphe 2 que :

„... toutes les deux années, le gouvernement soumettra à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.“

Le rapport en question du 8 novembre 2002 concernant la période de 1999 à 2001 suit la même méthodologie que celle utilisée lors des dernières refixations du salaire social minimum, méthodologie qui est aussi à la base du rapport justifiant le projet de loi portant ajustement des pensions et des rentes

au niveau de vie de 2001. Ce rapport fait ressortir une progression du niveau du salaire moyen horaire de 3,5% entre 1999 et 2001. Ceci a amené le Gouvernement à proposer un relèvement correspondant du salaire social minimum à partir du 1er janvier 2003.

L'exposé des motifs relève à juste titre que le mécanisme biennal ne comporte pas une méthode systématique de procéder, dans des conditions bien circonscrites, à une adaptation périodique du salaire social minimum. Une telle cohérence n'est en effet nullement prescrite par la loi.

Lors du dernier relèvement du salaire social minimum au 1er janvier 2001, les auteurs du projet de loi avaient estimé que l'environnement économique et social du pays permettait de combler, sans crainte des retombées négatives sur le niveau de l'emploi, l'écart entre le salaire social minimum et le niveau moyen des rémunérations.

Les travaux préparatoires du projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat font clairement ressortir certaines divergences entre les représentants des salariés et les représentants des employeurs quant à l'opportunité ainsi qu'à l'envergure de l'adaptation du salaire social minimum au 1er janvier 2003.

Le rapport très élaboré du Gouvernement et soumis à la Chambre des députés sur les conditions économiques générales et des revenus donne d'abord les rétroactes ainsi qu'un rappel de la méthodologie à appliquer. Il porte ensuite sur l'évolution des conditions économiques générales en faisant d'abord un bilan économique des années 2000 et 2001 pour ensuite analyser le PIB sous l'optique des dépenses et des branches et en donnant des informations sur l'inflation et les salaires ainsi que sur la productivité et la compétitivité. Sous le chapitre „B. Evolution économique récente“ le rapport analyse l'évolution des salaires en vue du calcul de l'indicateur servant de base au taux d'augmentation du salaire social minimum.

La conclusion du rapport dégage que l'indicateur, qui est le salaire horaire moyen réduit à l'indice 100 de l'échelle mobile des salaires, accuse une progression de 3,5% entre 1999 et 2001 de sorte que le salaire social minimum accuse un retard de 3,5% comparé au niveau moyen des salaires et traitements de 1999.

Il est précisé en outre dans ce rapport que dans les dernières années, la proportion de salariés rémunérés au salaire social minimum s'est élevé à 14% en 1999 et à presque 17% en 2000. En 2002 environ 15% gagnent un salaire proche du salaire social minimum.

Alors que dans la population salariée totale la proportion de femmes est d'environ une femme pour deux hommes, la population des salariés rémunérés au salaire social minimum compte environ un homme pour une femme. Selon le rapport, le nombre de salariés rémunérés au salaire social minimum est de 37.020 en 2002.

Un dernier tableau de ce rapport montre que certains secteurs sont plus concernés par des emplois rémunérés au salaire social minimum que d'autres. Le secteur du commerce, de la restauration et de l'hébergement présente le plus grand nombre de travailleurs rémunérés au salaire social minimum, soit 15.845 salariés, ce qui signifie que 25% des hommes sont rémunérés dans ce secteur au salaire social minimum et 44% des femmes. A lui seul ce secteur occupe environ 43% de l'ensemble des salariés rémunérés au salaire social minimum, alors qu'il n'occupe qu'environ 17% de l'ensemble de tous les salariés. Sous le chapitre „4. Conclusions et propositions du Gouvernement“ de l'exposé des motifs, les auteurs du projet de loi estiment que le Gouvernement ne voit pas de raison pour ne pas proposer, comme les années précédentes, un relèvement du salaire social minimum de l'ordre du retard accumulé sur l'évolution générale, à savoir 3,5%. Il y est noté que le patronat refuse dans les circonstances actuelles de proposer volontairement une augmentation allant au-delà de 3,5%.

Selon le projet du Gouvernement, le nouveau salaire social minimum des travailleurs non qualifiés sera au 1er janvier 2003 de 1.368,74 euros contre 1.322,47 euros à l'indice actuel du coût de la vie 605,61. Les montants mensuels proposés du salaire social minimum à l'indice 100 du coût de la vie sont de 226,01 euros contre 218,30 euros actuellement. Les tableaux complémentaires fournis à l'exposé des motifs donnent par ailleurs les montants correspondants des taux horaires pour 80% et 75% du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés ainsi que le salaire social minimum pour travailleurs qualifiés.

Au dernier chapitre de l'exposé des motifs, les auteurs du projet donnent quelques indications sur les incidences du relèvement proposé et précisent que le surcoût, pour l'ensemble des entreprises luxembourgeoises, devrait s'élever à environ 2.000.000 euros par an. Ils estiment que l'incidence sur chaque entreprise individuelle devrait rester certainement dans des limites tolérables. Le niveau de l'impact du relèvement du salaire social minimum pour les prestations à charge de l'emploi est estimé à 1,5 million

euros au total. Les influences sur les recettes de la sécurité sociale par voie de relèvement du plafond cotisable, qui est le quintuple du salaire social minimum, ne sont mentionnées que pour mémoire. Selon le Conseil d'Etat, l'impact devrait dans une première phase augmenter la masse de cotisations perçues, alors qu'à long terme, les charges s'en ressentiront également.

Le Conseil d'Etat ne voudrait pas rentrer dans les aspects techniques de la méthodologie sous-jacente à la détermination des indicateurs servant de base à la refixation du salaire social minimum au 1er janvier 2003. Il voudrait cependant faire remarquer que certains aspects de cette méthodologie suscitent quelques réflexions additionnelles. Le décalage avec lequel l'adaptation du salaire social minimum peut être faite amène le législateur à procéder à une augmentation des charges salariales dans des périodes économiques difficiles où les autorités publiques et les responsables de l'économie doivent gérer de façon aussi efficiente que possible les ressources du pays et doivent veiller à ce que les coûts soient mis sous contrôle. D'un autre côté, le Conseil d'Etat est également sensible à l'argumentation développée à l'exposé des motifs visant à partager les fruits de la productivité passée avec les salariés rémunérés sur base du salaire social minimum, même si le mécanisme de décalage amène le législateur à faire ce partage en des temps plus difficiles. Toutefois le Conseil d'Etat estime utile de rappeler que le modèle social à la base de cette façon de procéder présuppose la compatibilité avec les critères de productivité de l'économie nationale et de compétitivité nationale par rapport aux économies concurrentes.

Le Conseil d'Etat voudrait relever que s'il est vrai que l'adaptation du salaire social minimum n'a guère d'impact dans certains secteurs, il aura une incidence non négligeable dans d'autres secteurs comme mentionné ci-avant à savoir le secteur du commerce, de la restauration et de l'hébergement.

Compte tenu et sous réserve des considérations qui précèdent, le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi soumis pour avis et il n'a pas d'observation quant à son texte. Il y a toutefois lieu de redresser une erreur matérielle „vingt“ au lieu de „vint“ et d'écrire „euros“ au lieu de „EURO“ et „cent“ au lieu de „CENT“, à l'instar de l'usage retenu dans d'autres textes législatifs.

*

EXAMEN DE LA PROPOSITION DE LOI

Au chapitre 3 de l'exposé des motifs intitulé „Discussion de la proposition de loi 4995 tendant à augmenter le salaire social minimum de 7%“ ainsi qu'au chapitre „4. Conclusions et propositions du Gouvernement“ les auteurs du projet de loi analysent le contenu et la portée de la proposition de loi du député Lucien Lux. Le Gouvernement propose de ne pas adopter cette proposition de loi et d'augmenter le salaire social minimum à concurrence de 3,5% à partir du 1er janvier 2003.

Le Conseil d'Etat estime que dans les circonstances actuelles il n'y a pas lieu de relever le salaire social minimum au-delà du taux d'augmentation de 3,5% comme proposé dans le projet de loi.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 décembre 2002.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

